En hausse

PAYS-BAS – Le pays est sorti de la récession au premier trimestre. Son produit intérieur brut a été revu à la hausse selon des données publiées mardi 26 juin. Sur les trois premiers mois de l'année, la croissance a été de 0,3 % quand les premières estimations faisaient état d'un recul de 0,2 %.

En baisse

ESPAGNE – Moody's a annoncé, lundi 25 juin au soir, avoir abaissé les notes de 28 banques espagnoles. L'agence de notation précise que ces déclassements font suite à sa décision de dégrader la note souveraine de l'Espagne de trois crans, de « A3 » à « Baa3 », le 13 juin. – *(Reuters.)*

Les cours du jour (26/06/12, 09h46)

EURO	1 euro	**1,2517** dollar (achat)
OR	Once d'or	**1570** dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	**79,16** dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	**2,6** (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	**1,63** (à dix ans)

L'Europe en ordre de bataille pour faire plier Angela Merkel

L'union bancaire est la priorité des priorités pour les présidents des différentes institutions européennes

PAOLO VERZONE/AGENCE VU POUR « LE MONDE »

Bruxelles
Bureau européen

Inciter Angela Merkel à bouger, sans braquer la chancelière allemande : les présidents des différentes institutions européennes ont bouclé, lundi 25 juin, leur rapport préparatoire au Conseil européen des 28 et 29 juin. Herman Van Rompuy, pour le Conseil, José Manuel Barroso, pour la Commission européenne, Mario Draghi, pour la Banque centrale européenne (BCE), et Jean-Claude Juncker, pour l'Eurogroupe, tentent de pousser les feux du renforcement de l'union monétaire.

Tandis que la crise s'aggrave à Chypre, en Espagne et en Italie, ils prônent la mise en place rapide d'une union bancaire au sein de la zone euro, qui s'articulerait autour d'une supervision intégrée du secteur financier. Ils veulent aussi ouvrir une perspective pour l'émission d'euro-obligations, tout en donnant à l'Union européenne le pouvoir de changer les projets de budget nationaux.

Leur objectif : fixer lors du sommet les contours d'une feuille de route susceptible d'être approfondie d'ici à la fin de l'année, autour de quatre têtes de chapitre : union bancaire, union budgétaire, union économique et légitimité démocratique.

Herman Van Rompuy, qui tient la plume, devait présenter ces premières conclusions aux ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept, mardi 26 juin. Sans attendre, Angela Merkel a pris les devants : *« Quand je pense au sommet* [européen], *ce qui m'inquiète est qu'il y aura toutes sortes d'idées de mutualisation de la garantie et trop peu d'idées pour plus de contrôle des finances des Etats de la zone »*, a-t-elle prévenu à Berlin.

Mme Merkel affûte ses arguments avant de dîner mercredi soir avec François Hollande à l'Elysée : pour l'Allemagne, il n'est pas question de mutualiser les risques, sans être en mesure de peser sur les choix budgétaires des Etats de la zone euro.

Les dirigeants des institutions prennent pourtant des gants pour tenter de concilier les points de vue. Pour eux, l'union bancaire, et non les euro-obligations, est la priorité des priorités, parce qu'elle pourrait permettre de briser l'un des ressorts de la crise : le lien entre dettes souveraines et banques.

Discipline

Afin de centraliser la supervision du secteur, trois options sont avancées. La BCE est considérée comme l'instance la mieux placée si le nouveau cadre ne devait concerner que les Etats de la zone euro, comme le souhaite Angela Merkel, pour contourner le veto des Britanniques. L'Agence bancaire européenne (EBA) arrive ensuite, surtout pour assurer une coordination avec les pays non membres de l'euro. Il est enfin question d'une nouvelle autorité ad hoc, à mi-chemin entre la BCE et l'EBA.

Il ne s'agirait pas non plus de mutualiser entièrement les fonds de garantie des dépôts et de sauvetage des banques : dans un premier temps, suggèrent les auteurs du rapport, chaque Etat disposerait de ses fonds, mais serait dans l'obligation d'en prêter une partie à un pays voisin, en cas d'appel à l'aide. La Commission a déjà présenté des propositions en ce sens. Si elles étaient adoptées, l'union bancaire pourrait devenir réalité dès 2013.

L'Union budgétaire est une perspective plus lointaine. Le rapport suggère d'émettre à terme une partie de la dette en commun. Il esquisse la création d'une agence de la dette européenne. Les institutions communautaires défendent l'idée d'un fonds d'amortissement du stock de dettes existant (au-dessus de 60 % du produit intérieur brut), une idée soutenue par les conseillers économiques du gouvernement allemand. Ils retiennent aussi le projet d'émettre en commun des obligations de très court terme (eurobills).

Pour amadouer Angela Merkel, il est précisé que ces pistes n'iraient pas sans *« une nouvelle étape de convergence »* en matière de discipline : les Etats de la zone euro pourront, sur recommandation de la Commission, obliger l'un des leurs à amender son budget.

De même, le rapport insiste sur l'union économique, afin d'inciter chaque pays à mener les réformes structurelles préconisées par l'Allemagne, au nom de la compétitivité. Sur le plan démocratique, rien n'est dit en revanche sur l'union politique prônée par la chancelière : il est juste question d'associer davantage les Parlements nationaux et le Parlement européen au pilotage de l'union monétaire. ■

PHILIPPE RICARD

Chypre appelle à l'aide la zone euro

Chypre a demandé, lundi 25 juin, l'assistance de la zone euro. Après la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, la petite île de Méditerranée est le cinquième membre de l'union monétaire à appeler au secours. Le ministre des finances, Vassos Shiarly, a indiqué que son pays demanderait une somme suffisante pour l'aider à couvrir ses besoins de financement, et pour recapitaliser ses banques, affaiblies par la crise grecque.
Chypre doit trouver au moins 1,8 milliard d'euros – soit 10 % de son produit intérieur brut – d'ici à samedi pour recapitaliser Cyprus Popular Bank, numéro deux de son secteur bancaire. Au total, l'assistance pourrait atteindre les 10 milliards d'euros.
Chypre, qui prend la présidence tournante de l'Union européenne le 1er juillet, hésite depuis des semaines entre une demande d'aide à la zone euro et un prêt bilatéral que pourrait lui consentir la Russie. Cette seconde option reste sur la table, en dépit de la demande d'aide.

« L'intégration politique ne peut être le préalable aux mesures d'urgence »

Entretien avec Bernard Cazeneuve, ministre délégué aux affaires européennes

MINISTRE DÉLÉGUÉ aux affaires européennes et partisan du non au traité constitutionnel européen de 2005, Bernard Cazeneuve attend du sommet européen des 28 et 29 juin un engagement fort de l'Europe en faveur de la croissance. Quant au débat sur la construction d'une union politique et les abandons de souveraineté réclamés par l'Allemagne, il juge qu'il ne s'agit pas du *« cœur du sujet »*.

Que peut-on espérer du sommet européen des 28 et 29 juin ?

Il faut tout d'abord que les outils concrets pour la croissance, et notamment la possibilité d'y consacrer 1 % du produit intérieur brut de l'Union européenne, puissent être confirmés dans les discussions à vingt-sept.

Nous souhaitons que l'Union européenne s'engage : sur la mobilisation des fonds structurels, la recapitalisation de la Banque européenne d'investissement, sur les « projects bonds » *[emprunts en commun pour financer des infrastructures]*, et sur la capacité d'affecter ces moyens aux investissements qui feront la croissance de demain dans tous les pays de l'Union.

Il faut aussi que les fondements d'une l'union bancaire, posés lors du sommet de Rome des quatre chefs d'Etat et de gouvernement *[France, Allemagne, Italie, et Espagne]*, soient approfondis.

Enfin, il y a la question des eurobonds et des autres sujets qui renvoient à la stabilité financière européenne. L'Europe doit renforcer les outils existants et, pour cela, elle a besoin d'une feuille de route. La discussion se poursuit. Il peut y avoir des divergences, mais il ne faut pas les dramatiser.

Une déception au sommet est pourtant anticipée...

Je ne pense pas qu'on puisse aborder le sujet de manière aussi émotive. Sur les trois points que le président François Hollande a mis sur la table au cours de sa campagne, nous avons progressé : la croissance est désormais considérée avec autant d'attention que la responsabilité budgétaire. Et il est entendu que cette croissance doit résulter autant de l'approfondissement du marché intérieur que de l'investissement dans les grands projets stratégiques.

Enfin, l'intégration politique ne peut être le préalable aux mesures urgentes de redressement. Mais le renforcement d'outils monétaires et financiers existants et la mutualisation de moyens peuvent justifier un pilotage politique plus intégré.

Est-ce à dire que les eurobonds, que refuse la chancelière allemande Angela Merkel, sont désormais un point d'arrivée et non un point de départ ?

Sur ce sujet, la discussion avec les Allemands est intéressante. Il ne faut pas la figer avec des crispations. Il y a un respect de la position de chacun et un impératif de pragmatisme.

Quelles sont les concessions possibles pour la France ?

Le problème, c'est celui de l'austérité qui mine l'espérance des peuples et les conduit à se tourner vers les populismes. C'est un danger considérable pour la démocratie. Il faut donc savoir de quels outils on peut se doter collectivement pour être efficaces face à la crise. Encore une fois, le pragmatisme doit nous conduire à poser

> « Le problème, c'est celui de l'austérité qui mine l'espérance des peuples et les conduit à se tourner vers les populismes »

dans une feuille de route la double question des instruments concrets de relance de la croissance et d'une plus grande efficacité des politiques financières et monétaires. Dans le même temps, il convient d'envisager le pilotage politique plus intégré qui doit en découler.

Les Allemands bluffent-ils en exigeant cette intégration politique pour refuser certaines revendications ?

Personne au sein de l'Union européenne n'imagine que l'on puisse aller plus loin dans le renforcement de l'union financière et monétaire, sans réfléchir à l'intégration qu'appellent ces outils mutualisés. Nous n'avons aucune raison de refuser ce débat.

Mais ce n'est pas le cœur du sujet. Pour résumer, les réponses à la crise, c'est maintenant. Et en apportant maintenant ces réponses, nous rendons possibles les évolutions institutionnelles que ces réponses auront rendues nécessaires.

N'y a-t-il pas urgence, après plus de deux ans de crise, à afficher des résultats ?

Ce qui compte, ce n'est pas le rythme mais ces résultats concrets. Ils existent : j'ai déjà évoqué la possibilité de consacrer 1 % du PIB de l'Union européenne à la croissance, de conforter l'union bancaire et de renforcer les outils de stabilisation financière. Je pourrais aussi évoquer la taxe sur les transactions financières, qui n'était pas envisageable il y a encore quelques semaines. Aujourd'hui, une coopération renforcée se dessine. C'est mieux que de faire voter un impôt de Bourse, tout seul, dans son pays !

Après avoir dénoncé l'axe « Merkozy » – pour Merkel et Sarkozy –, le président François Hollande, n'est-il pas en train de créer un axe « Merkollande » ?

Nous ne nous situons pas dans une logique où Français et Allemands se rencontrent pour tout régler entre eux. Nous parlons à tout le monde. Le moteur franco-allemand doit bien entendu jouer son rôle. Mais il n'est pas exclusif de relations approfondies avec les autres pays.

En s'érigeant en porte-parole de l'Europe du Sud, M. Hollande a tenté d'installer un rapport de force avec la chancelière. Cela a-t-il porté ses fruits ?

Prendre la tête des pays du Sud face à l'Allemagne ne correspond pas à notre approche. L'Europe est une et indivisible. Elle sera plus forte si elle surmonte les oppositions qui l'affaiblissent.

Jean-Luc Mélenchon vient d'accuser M. Hollande d'avoir « capitulé » face à Mme Merkel...

On ne construit pas l'Union européenne, la croissance, les progrès fiscaux et sociaux en utilisant des propos belliqueux à l'égard de ses partenaires. Le discours de guerre ne fait pas avancer le compromis utile.

La France a-t-elle vocation à présenter un candidat pour la présidence de l'Eurogroupe ?

La question des désignations à la tête des différentes instances européennes relève d'un équilibre global et général, c'est dans ce cadre que les décisions sont prises. Ces sujets ne se traitent pas au coup par coup. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE GATINOIS, GILLES PARIS ET DAVID REVAULT D'ALLONNES